

L'ÉTINCELLE ANTI-CAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

1 euro

#26
JANVIER
FÉVRIER
2013

AU NORD ILS EXPULSENT, AU SUD ILS BOMBARDENT



RÉSISTANCE !

2013 OU LE VÉRITABLE VISAGE DU GOUVERNEMENT

Ca y est, maintenant, plus personne ou presque ne croit en la capacité du gouvernement à défendre les intérêts de celles et ceux qui l'ont élu en mai dernier. Hollande nous a martelé avec son changement mais ça n'a été le changement ni pour nous ni pour les riches. Ce début d'année est donc marqué par une affirmation de la politique pro patronale du gouvernement au cas où quelqu'un en douterait encore... Cadeaux fiscaux de 20 milliards d'euros avec le Pacte de compétitivité, soutien inconditionnel aux patrons qui licencient sans vergogne, déclenchement de la guerre au Mali pour défendre les intérêts des capitalistes français au Sahel...

Certains nous répondront que au moins la méthode change. C'est sûr que le personnage peut sembler moins antipathique que le précédent locataire de l'Élysée mais au bout, c'est la même politique. Preuve en est les dernières négociations sur la flexibilité de l'emploi. Le gouvernement partage le point de vue du patronat en matière d'emploi : pour eux le problème est qu'en France, les salariés sont trop protégés et qu'il faut mettre fin au CDI. Du point de vue du patronat ça se tient : ils veulent augmenter encore plus leurs marges de profit donc ils

veulent des travailleurs corvéables à merci. Mais la réalité que vit la population est toute autre : c'est le chômage, la peur du licenciement, les fermetures d'usines pourtant rentables... Il n'y a pas un jour sans que soit annoncée une fermeture d'usine, un plan de licenciement : Virgin, Sanofi, Florange, PSA, Renault... En plus la plupart du temps du temps ce sont des grosses multinationales qui engrangent beaucoup de thunes !

Hollande aurait pu se rattraper sur les questions « sociétales » comme sur l'égalité des droits entre homos et hétéros et entre français et étrangers. Mais même là dessus, il n'est pas à la hauteur de ses promesses. La loi sur le mariage et l'adoption est minimaliste et ne garantit même pas l'égalité effective. Le droit de vote des étrangers est encore une fois jeté aux oubliettes. Ce gouvernement ne se gêne même plus pour expulser à tout va des personnes qui n'ont commis pour seul crime que d'être sans-papier. D'un côté on expulse, on limite les droits et d'un autre on va piller les richesses du Mali.

Même en terme d'éducation c'est la même merde que la droite : la réforme de l'Éducation nationale va mettre un

terme à l'égalité territoriale et au bac national et celle de l'Enseignement Supérieur va renforcer l'autonomie financière des universités tout en laissant une plus grande place décisionnelle aux patrons.

Nous n'aurons que ce que nous prendrons !

Il est temps de prendre le chemin de la rue, tous ensemble. Des débats de discussions ont lieu entre certains salariés victimes de licenciements pour prendre des initiatives ensemble. C'est dans ce sens qu'il faut aller, vers une convergence des luttes et des résistances. Ces luttes, il faut les multiplier y compris dans les facs et les lycées où il commence à y avoir, ici et là, des mobilisations locales. Ces mobilisations peuvent être le début d'une contestation de la politique actuelle du gouvernement mais aussi de la future politique du gouvernement avec les futures lois d'éducation.

Si cela ne vient pas de nous, de la rue, ça viendra pas du sommet de l'État.



AMPLIFIONS LA LUTTE POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS !

Les mobilisations du 15 et du 16 décembre à Paris et en province ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes. Pourtant, elles n'ont pas servi à imposer l'égalité des droits au gouvernement au-delà d'une simple démonstration de soutien vis-à-vis du mariage pour tou-te-s, ni à faire peur à une droite et une extrême droite unies dans leur homophobie, cette fois-ci contre ce projet de loi. En effet, le gouvernement est sous pression de la droite, qui cherche à mobiliser largement à grands coups de slogans homophobes et racistes. Le 13 janvier dernier, leur manifestation réactionnaire a rassemblé beaucoup trop de monde. De son côté, le gouvernement tergiverse et recule : durant le congrès des maires, Hollande n'hésitait pas à reconnaître la « liberté de conscience » à ceux qui refuseraient de célébrer des mariages entre personnes du même sexe, et on ne peut pas oublier que la plupart des députés PS continuent à s'opposer à des revendications essentielles comme la PMA. Mais il ne s'agit pas ici d'une soi-disant « liberté de conscience »,

mais de l'oppression et des préjugés qui soumettent encore les personnes LGBTI : bref, d'homophobie !

En même temps, le directeur de l'enseignement catholique, Eric de Labarre, appelait à l'ouverture d'un « large débat » autour du mariage pour tou-te-s dans les établissements scolaires. Quant au gouvernement, la réaction du ministre Peillon ne saurait être plus molle, appelant à la « neutralité » et à la « laïcité » de l'école française. Comme s'il était question de neutralité ou de laïcité ! On sait très bien ce qu'un « débat » veut dire pour les homophobes, et la solution ne peut pas être de ne pas en parler à l'école, ou de respecter les différences d'« avis » à cet égard-là, mais de lutter d'une manière concrète et effective contre l'homophobie, à l'école comme ailleurs.

Face à cette situation, il faut que nous construisions une riposte massive et unitaire pour mettre un coup d'arrêt au déferlement

d'homophobes dans la rue. Mais aussi pour imposer l'ensemble de nos revendications à un gouvernement qui ne les défendra jamais par lui-même : la PMA pour toutes, la régularisation de tous les sans-papiers – condition basique de la défense des droits

LGBTI pour les étrangers aussi bien que pour les français. Il faut se servir des mobilisations comme celle du 27 janvier à Paris pour reconstruire les bases d'un mouvement LGBTI qui cherche à mener des luttes de masse sur cette question et à les lier avec le

reste du mouvement social. Car seule la lutte des opprimé-e-s eux-mêmes pourra imposer l'égalité réelle entre tou-te-s !



TUNISIE, ÉGYPTE : LES MOBILISATIONS REPRENENT LE DEVANT DE LA SCÈNE !

L'actualité de ces dernières semaines illustre les flux et reflux d'un processus révolutionnaire dans les pays du maghreb tels que la Tunisie et l'Égypte. Ces pays ont vu le renversement de dictature en place par la mobilisation populaire il y a deux ans. Ces dernières semaines d'importantes mobilisations ont lieu. Analysons...

Les partis islamiques ont remporté les élections avec Ennahda au pouvoir en Tunisie ou encore avec Mohammed Morsi et les frères musulmans en Égypte. Aujourd'hui, ces partis sont de plus en plus discrédités face à l'épreuve du pouvoir. En effet, ils n'ont en rien changé le sort des jeunes et des travailleurs comme ils n'ont en rien

répondu aux aspirations sociales qui émanaient des mobilisations dégageant l'ancienne clique au pouvoir. Les manifestations importantes qui ont lieu en Tunisie comme en Égypte en témoignent.

En Tunisie, le chômage augmente alors que le gouvernement avait promis des créations de postes. La politique économique libérale que menait Ben Ali est poursuivie par Ennahda. La répression contre les mouvements sociaux existe toujours elle aussi. Un bras de fer important a eu lieu entre l'UGTT (le principal syndicat tunisien qui a eu un rôle important dans la révolution) et Ennahda en décembre dernier. Ennahda a choisi d'attaquer les locaux de l'UGTT le 4 décembre. L'UGTT a immédiatement riposté en organisant

des grèves régionales et des rassemblements importants. Elle a également appelé à une journée de grève générale, la seconde de l'histoire du pays. Celle-ci a été annulée après des concessions du gouvernement qui a dû reconnaître l'agression de l'UGTT et la dénoncer alors qu'elle venait de son camp.

En Égypte également, la situation s'est accélérée. Morsi a fait adopter début décembre un référendum constitutionnel approuvé à 64 % mais entaché de nombreuses irrégularités et avec une abstention très importante (environ 2 / 3 des inscrits n'ont pas voté). Celui-ci prévoit de nombreux reculs pour les droits sociaux, les droits des femmes ou la justice. Au-delà des résultats, de nombreuses

manifestations ont eu lieu avec la réapparition de slogans comme « pain, justice sociale et liberté » ou « le peuple veut la chute du régime ». A l'heure où l'on écrit ces lignes, de nombreuses manifestations contestent tous les soirs le couvre-feu établi de 21h à 6h suite à la condamnation à mort de 21 supporters ultras. Le gouvernement de Morsi est de plus en plus contesté par la mobilisation populaire.

Dans ces deux pays, pour approfondir les acquis de la révolution qui ont permis de chasser les dictateurs en place, seule une mobilisation de l'ensemble des travailleurs et de la population permettra de gagner de véritables droits sociaux et démocratiques.

RACISME TROP ORDINAIRE

À fin de maintenir l'ordre établi en temps de crise les gouvernements capitalistes ont toujours su jouer sur la peur de l'« étranger », car elle permet de cacher les réelles responsables de la crise, créer une division entre les exploités et même remporter des élections.

L'Europe toute entière est touchée par ce climat de tension xénophobe dont la France où ce débat se regroupe sur 2 questions principales : le droit de vote des étrangers et le pseudo « racisme anti-blanc ».

Focus - On bosse ici, on vit ici, on vote ici !

Projet de loi aux allures de patate chaude, le droit de vote des étrangers figurait déjà dans les 80 promesses

électorales de Mitterrand qui à cause de nombreuses pressions n'a pas été tenue.

François Hollande, désireux de réussir là où son prédécesseur de gauche avait échoué, avait affirmé que rien ne l'empêcherait de faire voter cette loi, mais c'était sans compter le tollé du FN allié à l'UMP qui se tenaient en embuscade.

Désavoué même par son ministre de l'intérieur et par son premier ministre qui juge ce projet « non prioritaire » Hollande se retrouve dans une impasse.

Mais pourquoi tant de véhémence contre cet « étranger » ? Cet étranger selon l'article de loi débattue le défini comme « une personne vivant légalement en France depuis plus

de 5 ans » qui pourrait participer aux élections municipales et européennes. Cette personne pourvue donc de papier français participe généralement à la vie en société via son travail, sa famille ou encore par sa participation à l'économie française en payant des impôts et autres taxes. De ce fait il devient tout à fait normal qu'il puisse prendre part à la vie politique qu'il contribue à forger.

Ainsi le NPA s'affirme aujourd'hui comme hier pour le droit de vote des étrangers dans toutes les instances qu'elles soient locales ou européennes car quand on travaille ici, quand on vit ici on a le droit de voter ici !

Le racisme imaginaire

Une des dernières trouvailles de l'UMP-FN pour se dédouaner du climat raciste

qu'ils contribuent à instaurer est le « racisme anti-blanc ». Déjà inventeur du racisme « anti-riche » cette nouvelle forme de racisme aurait pu et du rester au rang de plaisanterie douteuse si elle n'avait pas atteint des proportions démesurées. En effet c'est une véritable surenchère qui s'est mise en place pour savoir lequel des deux partis se montrera le plus extrême ce qui a donné lieu quelques dérapages.

Mais peut-on seulement parler de racisme ? La réponse est non. Certes il peut exister des insultes sur telle ou telle couleur de peau mais cela ne constitue pas en soit du racisme. Le racisme est un fait de société que le système utilise pour diviser la population. On le retrouve les signes à chaque fois qu'une personne d'origine étrangère se voit refuser un travail à cause de son nom à consonance

étrangère, à chaque fois qu'une personne se fait contrôler par la police pour la 21ème fois de la journée car elle a le « profil suspect », quand un président de la république française utilise pour parler d'elle « du bruit et de son odeur ».

Si ces divers éléments se regroupent on peut alors parler de racisme organisé et institutionnel chose qu'aucun « blanc » n'a jamais eu à subir.

Alors il serait temps que toutes celles et ceux qui crient au racisme anti-blancs se mettent dans la peau des autres.

Eddy (Comité jeunes 92 nord)

SALAIRE, EMPLOI : LE PATRONAT NOUS SOUHAITE UNE BONNE ANNÉE...

Accord sur la sécurisation de l'emploi... Cela donne presque envie ! Mais alors que les licenciements en cascade se poursuivent, cet accord va considérablement aggraver les conditions de travail des salariés avec la dégradation du rapport de force contre la classe dirigeante qui risque d'en résulter.

La part du lion pour le patronat...

Les deux mesures phares de cet accord sont :

- La modulation des salaires et du temps de travail en fonction des difficultés économiques des entreprises en échange du maintien de l'emploi. Mais de quel emploi ? D'un emploi avec des conditions de travail revenant des années en

arrière ? Comme c'est déjà le cas à PSA Sevelnord où ce type d'accord a été passé et où les semaines de travail peuvent atteindre 47h ? Comme c'est le cas à Air France où les salaires ont été gelés pendant les deux prochaines années pour « sauver les emplois » ? Ce type d'accord permet d'augmenter en flèche le taux d'exploitation des travailleurs en maintenant intact les coffres-forts des profits patronaux !

- La possibilité de dérogation au code du travail en matière de licenciement collectif... C'est vrai que pour le patron de PSA qui veut supprimer 9500 emplois une petite dérogation à la loi est nécessaire. Ou pour celui de Sanofi, qui en supprime plusieurs centaines tout en atteignant depuis quelques semaines la première place du CAC 40.

... des miettes pour les travailleurs !

En contrepartie de ces reculs dramatiques pour les travailleurs et les jeunes, les syndicats signataires du texte ont négocié... de ridicules nouveaux droits. Par exemple, un salarié aura maintenant un « droit rechargeable au chômage ». Cela sonne bien ! Mais il s'agit simplement de ne pas repartir de zéro lorsqu'on perçoit l'aide au chômage... au bout du second licenciement.

« Le MEDEF a accepté la taxation plus forte des CDD, cela va réduire l'emploi précaire » nous dit-on. Le patronat réalise surtout une belle économie car en contrepartie il a obtenu l'exonération du paiement des cotisations sociales pour les trois premiers mois pour toute embauche d'un moins de

26 ans en CDI. Si la surtaxation des CDD coûterait 110 millions d'euros, l'exonération sur les CDI des jeunes lui rapporterait 150 millions d'euros. Soit un bilan positif de 40 millions d'euros. Pratique les jeunes !

Ce nouvel accord ne doit appeler qu'une réponse : la mobilisation générale dans les entreprises pour empêcher sa mise en œuvre. La jeunesse doit se battre pour son avenir en luttant dans la rue avec les travailleurs.

Danny Dhan (Comité jeunes de Lille)

AURORE MARTIN ET LA COMPLAISANCE DE L'UE ET DE LA FRANCE DANS LA RÉPRESSION

Depuis octobre 2011 ETA - l'organisation basque indépendantiste révolutionnaire - a renoncé définitivement à la lutte armée. Cette nouvelle est l'aboutissement d'un tournant entamé par l'ensemble de la gauche indépendantiste basque (1) alors que quelques 700 basques indépendantistes sont toujours incarcéré-es loin de leur pays.

C'est donc dans ce contexte d'apaisement et de négociation de la part des indépendantistes que les forces de police françaises ont tendu un guet-apens le 1er Novembre 2012 à Aurore Martin.

Aurore Martin est une militante basque de Batasuna, parti politique

indépendantiste d'extrême-gauche, considéré comme lié à ETA.(2)

Les délits qui lui sont reprochés sont sa participation à la direction de ce parti, la rédaction d'un article dans le journal Gara et sa participation à des manifestations. Les libertés d'opinion, d'expression et de manifester deviennent ainsi subitement des délits. C'est sur ces bases anti démocratiques que l'État Espagnol a émis un mandat d'arrêt européen (MAE) le 13 octobre 2010 contre Aurore Martin.

En décembre 2010 la militante est contrainte d'entrer dans la clandestinité mais ne met pourtant pas fin à ses activités militantes. Candidate aux élections cantonales de mars 2011 dans les Pyrénées atlantiques, elle

apparaîtra plusieurs fois à la tribune de meetings politiques, comme celui de l'Université d'été du NPA de 2012.

Le 21 Juin 2011 les forces de police, grâce à l'opposition physique de militantes, échouent à l'arrêter une première fois. Et c'est finalement le 2 Novembre 2012, sous le gouvernement socialiste, que les forces de l'ordre parviennent à piéger et arrêter la militante à l'issue d'un traquenard. Le jour même elle est délivré à la justice espagnole. C'est au nom de respect du Droit que les socialistes ont autorisé et organisé son arrestation et déportation en Espagne. Mais faut-il rappeler que Batasuna n'est pas illégal en France et ne figure pas sur les registres européens des organisations interdites ?

Son arrestation suscitera un fort émoi dans la population basque et parmi ses sympathisants et le 10 Novembre 2012 la manifestation organisée pour les prisonniers Basques sera un véritable succès. Ce sont près de 20 000 manifestants qui défilèrent dans les rues de Bayonne.

C'est grâce à cette forte mobilisation et après deux mois de prison qu'Aurore Martin a pu être libérée ce 21 Décembre 2012 sous une caution de 15000 euros (collectée en 2 heures dans un bar de Bayonne!). La militante vit désormais en France mais doit se présenter chaque mois en Espagne pour pointer au tribunal. Il lui reste toujours à obtenir un non lieu.

L'affaire Aurore Martin, au delà de sa propre situation, a mis en lumière

l'état d'exception et le criant déni de démocratie qui règne au Pays Basque. De même il a démontré que l'État Français était prêt à collaborer avec un État qui pratique toujours la torture, en particulier si les liens économiques avec celui-ci sont forts.

L'Union Européenne, qui connaît un regain inquiétant du développement des formations les plus extrêmes de la droite réactionnaire, est bel et bien une union des capitalistes, une union pour les banquiers et pour l'harmonisation... de la répression.

La seule issue possible au Pays Basque est le respect du droit du peuple basque à s'autodéterminer et donc en premier lieu le respect des droits des prisonniers politiques basques en vue de leur amnistie. La solidarité des travailleurs-euses et des jeunes par delà les nations, notamment ceux de l'État Espagnol et Français, sera déterminante. [Une manifestation massive pour tous les prisonniers

basque est appelée pour le 12 Janvier à Bilbao.] [évidemment ça dépend de la date de parution]

1) *L'ensemble de la gauche indépendantiste basque c'est engagé dans un « processus de résolution de conflit » autour de revendications démocratiques de la plate-forme Zutik Euskal Herria ! (Débout Pays Basque!)*

2) *Batasuna s'est dissout le 3 janvier 2013 dans la continuité de « Zutik Euskal Herria »*

Nathan (Mont-de-Marsan)

et François (Comité jeunes

Bordeaux)



Dans ce numéro

- Dossier : Quel avenir pour notre éducation ?** Pages 4-5
Encore plus d'autonomie pour les universités ?
Logiques des réformes dans l'enseignement supérieur
Une réforme qui avance vers l'autonomie des lycées
Blocus partout ?
- Formation : « Faut-il détruire l'école de la République ? »** Page 6
- Sur le vif** Page 7
Régularisation des sans-papiers
Inde : Explosion de colère contre les violences faites au femme
En bref...
- Funky : Dans la tête de Gérard Depardieu** Page 8
Culture : Interview d'Audrey Vernon Page 8

QUEL AVENIR POUR NOTRE ÉDUCATION ?

ENCORE PLUS D'AUTONOMIE POUR LES UNIVERSITÉS ?

Formation des enseignants : un progrès pour la précarité !

Sous Sarkozy, nous avons eu le droit à la masterisation pour les concours de l'enseignement, c'est à dire qu'il fallait un Master (BAC + 5) pour pouvoir devenir enseignant. Il s'agissait d'une attaque sans précédent qui entraîné une sélection sociale encore plus violente puisque seule 4% des étudiants atteignent le niveau Master. Cette réforme avait été accueillie par un mouvement de plus de 3 mois dans les universités et un rejet généralisé.

Une fois au pouvoir, le gouvernement Hollandes'attelle à une nouvelle réforme avec un intitulé alléchant : « ambition enseigner » !

Derrière cela, l'ambition est de faire enseigner mais aussi de nous précariser. Le prochain concours aura lieu en juin 2013, ceux qui réussiront à avoir leurs écrits se verront alors confier une classe à tiers temps. Mais ils valideront leur concours uniquement en juin 2014 après des oraux. C'est à dire que ceux qui auront leurs écrits en 2013 se verront confier une classe sans aucune formation et devront préparer leurs oraux et les écrits au cas où il n'est pas les oraux tout en faisant un master en même temps. Autant dire qu'il s'agit d'une mission impossible.

En réalité, ce que nous propose le gouvernement c'est de créer une masse d'enseignant à tiers temps pour l'année 2013/2014 qui échoueront lors de leurs oraux et n'auront pas la capacité de continuer à préparer un concours qui leur aura pris deux ans. Ils iront alors dans l'enseignement en tant que contractuel, un statut précaire permettant au gouvernement de faire des économies. La volonté du gouvernement est bien d'embauches des enseignants mais pas forcément en tant que fonctionnaire, cassant ainsi le statut d'enseignant !

Hermann

En sortant de son mandat, Sarkozy faisait de la loi sur la liberté et les responsabilités des universités (LRU) sa plus grande réussite. Pourtant les conséquences de cette loi sont clairement visibles aujourd'hui avec des universités en déficit qui sont obligées de faire des cures d'austérité pour s'en sortir : fermetures de filières, licenciements, ouverture aux financements privés... Dans cette situation, le gouvernement Ayrault a annoncé vouloir mettre en place une autre autonomie en développant une nouvelle loi cadre pour l'enseignement supérieur. Mais pour comprendre les enjeux de cette nouvelle loi, il faut comprendre le rôle de l'université dans le système capitaliste et quelles mesures ont été prises pour la faire évoluer.

L'Enseignement Supérieur au service des patrons

Même si il y a un service public de l'enseignement supérieur, il dépend très largement des intérêts des capitalistes. Ainsi l'université s'est toujours adaptée aux besoins des entreprises. Quand les patrons ont eu besoin massivement de travailleurs formés dans les années 80, ils ont fait le choix de massifier l'enseignement supérieur. Quand ils ont voulu avoir une main d'œuvre mieux formée mais spécialisée, ils ont créé des filières professionnelles... Car il ne faut pas oublier que l'université est un service public, elle est donc liée à l'Etat qui est aux mains des capitalistes et leurs amis.

La LRU : Liberté Responsabilité des Universités pour le patronat

La loi cadre mise en place par Sarkozy en 2007 a pour vocation de laisser une plus grande liberté aux universités. Derrière cet objectif, il s'agit en réalité d'un désinvestissement de l'Etat dans la gestion des universités. Avec cette loi, l'université devient autonome c'est à dire qu'elle reçoit de l'argent de l'Etat et qu'à partir de cette somme, elle gère tout son fonctionnement : locaux, personnel enseignant ou non. Dans une situation de crise grandissante où l'austérité se fait de plus en plus forte, cela pousse en réalité les universités à diminuer les coûts de fonctionnement en employant des précaires ou en licenciant, en supprimant des filières... Car elles gèrent elles-mêmes leurs budgets, subissent la pression de ne pas être en déficit et font tout pour ne pas l'être. Dans ce sens, elles cherchent plus à s'adapter aux bassins d'emploi locaux ou à nouer des partenariats avec le privé pour obtenir de l'argent des entreprises

qui ont alors des droits de regard sur ce que font les universités. De plus, cette autonomie accentue la concurrence entre les universités qui se lancent dans la création de filières d'« élites » pour être plus compétitives par rapport aux autres universités. On voit alors se développer depuis 2007, plusieurs processus de financements qui visent l'excellence : IDEX, LABEX... Les financements liés à ces projets sont destinés en priorité aux filières les plus prestigieuses, les autres filières ferment faute de moyens suffisants. Cette logique de sélection par l'excellence s'opère au niveau national, accentuant la concurrence entre universités. Certaines d'entre elles, exclues des financements d'excellence car jugées peu compétitives, risquent de disparaître à cause de leur déficit.

Une nouvelle loi cadre ? Une nouvelle galère pour nous ?

Fioraso a annoncé une nouvelle loi cadre. Mais cette nouvelle loi ne revient pas sur l'autonomie

LES LOGIQUES DES RÉFORMES DE L'ESR DEPUIS 2000 :

2003 réforme LMD : Fin du cadre national des diplômes : concurrence entre tous les diplômés et tous les diplômés sur le marché du travail, fin de la reconnaissance des diplômes dans les conventions collectives.

2007 LRU : Autonomie financière des universités, concurrence entre les universités, austérité de plus en plus forte.

2009 Masterisation : Pour être enseignant, il faut un Master pour passer les concours. On élève le niveau de qualification et donc la sélection. Mais le niveau de formation pédagogique diminue. Le diplôme de référence devient le Master.

2013 : Nouvelle loi cadre : faire des économies, augmenter l'excellence et la professionnalisation.

qui pourtant a entraîné qu'un tiers des universités soit en difficulté budgétaire. Elle annonce une « autre autonomie ». Pourtant, les premières pistes de cette nouvelle loi cadre vont dans un sens de remise en cause du service public de l'enseignement supérieur. Elle veut une rationalisation des offres de formation, c'est à dire suppressions de certaines filières. La démocratie à l'université est aussi revue avec la participation de patrons dans les conseils qui auront le droit de vote et de proposer des filières... Ces premières annonces vont dans le sens de la casse de l'université et nous devons nous tenir prêt à nous mobiliser comme contre la dernière loi cadre sous Sarkozy car l'avenir de l'université et notre avenir se joue aussi sur cette question.



UNE RÉFORME QUI AVANCE VERS « L'AUTONOMIE DES LYCÉES »

« L'autonomie des lycées » n'est pas un principe nouveau, c'était le grand mot d'ordre de la politique de Sarkozy dans l'éducation nationale. Le principe est simple, déléguer la gestion de l'enseignement secondaire au maximum aux régions et aux chefs d'établissement pour faire des économies.

Loin d'incarner le changement, le gouvernement Hollande reprend à son compte ce principe dans la nouvelle réforme du lycée qui est dans les tuyaux. Lors de la campagne présidentielle, le candidat Hollande avait affirmé que la jeunesse était sa priorité. Pourtant, cette réforme est loin de se présenter dans l'intérêt des élèves.

En effet, ce qui est prévu, c'est de régionaliser l'enseignement, ce qui ne fera qu'augmenter les disparités entre les élèves selon le lieu où ils font leurs études, en fonction des financements régionaux. Une école à plusieurs vitesses, avec des lycées d'élite et des lycées « poubelles ».

L'illusion des créations de poste

En plus de tout ça, le gouvernement veut nous faire croire qu'il se

préoccupe de la jeunesse car il crée des « postes de profs ». En termes d'effectif réel, lorsqu'on déduit les remplacements de départ à la retraite, on se rend compte que ces créations sont minuscules : sur 43 450 recrutements, on retiendra uniquement 8 781 emplois (soit 10% des 80 000 supprimés par Sarkozy) ! Pour financer ces recrutements, le gouvernement a pris sur le budget de la santé et des collectivités territoriales car c'est un « redéploiement ».

La précarisation des personnels de l'Education nationale va s'accroître avec les « emplois d'avenir » et le dispositif transitoire de recrutement.

Chaque année, 6 000 étudiants travailleront dans l'Education nationale en étant payé de 600 euros à 1000 euros.

Le gouvernement profite aussi des futurs enseignants en les faisant travailler sans leurs offrir une garantie de titularisation.

La casse du cadrage national des diplômés

Cette multiplication des offres de formation a pour conséquence la casse du cadrage national des

diplômes. Un bac obtenu dans un lycée du Pas-de-Calais n'aura pas la même valeur qu'un bac obtenu à Rennes, par exemple.

Cette multiplication et cette mise en concurrence des diplômés les fragilise et diminue leur valeur. Elle s'accompagne d'une individualisation du parcours, mettant en concurrence les élèves entre eux et remettant en cause le tronc commun d'acquis nécessaire pour l'obtention du bac. Sans compter que le but, à terme, est la suppression du redoublement et la mise en place d'un diplôme en contrôle continu, dépendant donc directement de ce qu'il se passe dans chaque classe, et non d'un examen commun à tous.

Une éducation soumise aux patrons

Cette destruction de la valeur des diplômés permet de détruire ensuite nos droits sur le marché du travail. En effet, les conventions collectives et les droits des salariés sont définis en fonction des diplômés. En les multipliant, cela rend plus difficile la défense et l'organisation collectives, car selon les diplômés, les attaques seront différentes. Ce qui, en période

de crise, avec les nombreux plans sociaux et accords sur le travail mis en place par le patronat, est bien utile.

La régionalisation est aussi ouvertement présentée comme avantageuse pour la bourgeoisie. En effet, le rapport sur la réforme présente cela comme une possibilité d'adaptation de la formation aux besoins des entreprises locales, qui auront leur mot à dire sur le contenu des formations, notamment en lycée professionnel.

Contrairement à ce qu'il tente de nous faire croire, le gouvernement ne défend ni les jeunes ni les profs. Il a bien choisi son camp, celui de la bourgeoisie, en lui offrant l'éducation et de la main d'œuvre bon marché sur un plateau. En effet, en période de crise, la privatisation du service public est un moyen d'offrir de nouveaux débouchés aux capitalistes. Ce sera à nous de nous organiser et de nous battre pour une école émancipatrice et pas soumise aux patrons !

Vio (Comité jeunes de Lille)

BLOCUS PARTOUT ? COMMENT CONSTRUIRE UNE MOBILISATION DANS TON BAHUT OU DANS TA FAC

Il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais de recette miracle pour qu'une mobilisation des jeunes (lycéens ou étudiants) puisse gagner face au gouvernement. Par contre, les expériences passées qu'elles soient victorieuses ou non nous permettent quoi qu'il arrive de tirer des bilans.

Avant tout, une mobilisation ne se décrète pas, elle doit se construire et pour que celle-ci fonctionne un minimum, il faut des militants pour la faire vivre. C'est à dire, des lycéens ou des étudiants qui essayent de convaincre les autres des effets négatifs de la réforme mais aussi de l'utilité de se mobiliser.

Les manifestations : premier élément du rapport de force

Il est en effet utile de se mobiliser, de partir en manifestation lorsqu'on est en désaccord avec une réforme car quand on n'est pas salarié, nous n'avons pas le pouvoir de bloquer l'économie en faisant grève. Notre moyen de pression le plus évident est celui du nombre. Le gouvernement de Sarkozy l'a dit pendant les manifestations contre la réforme des retraites : il faut surveiller les jeunes comme l'huile sur le feu.

Nous avons cette capacité à mettre le feu aux poudres, à dynamiser d'autres secteurs de l'économie et à donner confiance à l'ensemble des travailleurs. Nous n'avons rien à perdre en nous mobilisant, pas de licenciement, pas de perte de salaire...

Quid du blocage de ton lycée ou ton université ?

Dans toutes les mobilisations d'ampleur chez les jeunes, il se pose à un moment donné la question du blocage qui est le seul moyen d'éviter à des jeunes d'être sanctionnés par leurs parents ou par les administrations pour s'être mobilisés. Le blocage peut donc être un appui énorme pour la mobilisation de plus, il permet aux grévistes d'avoir du temps pour organiser leur mobilisation. Par exemple, ce n'est pas toujours simple d'écrire des tracts, de faire des affiches, des banderoles, de convaincre un maximum de gens après une journée de 8h de cours.

Malgré tout, le blocage reste énormément décrié par les opposants à la mobilisation. Il est jugé non démocratique (ce qui est souvent le cas pour les réformes auxquelles on s'oppose) et comme un obstacle à la liberté d'apprendre. C'est pourquoi, le blocage doit être démocratique. Il est

doit être préparé et débattu dans des assemblées générales qui réunissent tous les lycéens ou tous les étudiants. Il doit être proposé comme moyen d'action et pas comme une fin en soi et enfin, il doit être abordé d'une manière politique. C'est à dire que la question du blocage ne se pose pas en toutes circonstances. Elle se pose à un moment donné où la lutte des jeunes doit franchir une étape. Lorsque ton lycée ou ta fac est bloquée, ça ne doit pas être fait pour mobiliser quelques personnes, il faut être nombreux pour décider un blocage de lycée ou de fac et il faut qu'il y ait déjà beaucoup de jeunes convaincus de se mobiliser.

Le blocage est un moyen d'action donc pour franchir un cap supplémentaire dans une mobilisation mais il peut aussi être analysé comme un élément du rapport de force. Dans les mobilisations lycéennes ou étudiantes les plus récentes, le nombre d'établissements bloqués était médiatisé et le gouvernement suivait de près l'évolution de ce nombre. En effet, plus d'établissements sont bloqués, moins d'élèves ont cours et plus cela pose soucis aux gens qui nous dirigent.

Enfin, en dépit de tout ce qu'il apporte de positif pour une mobilisation le fait de bloquer son lycée ou son

université peut aussi être un frein à la lutte. Le blocage, c'est comme l'alcool, il ne faut pas en abuser. Trop de blocages consécutifs sur ton lycée ou ton université les videront et il ne sera plus possible d'amplifier la mobilisation et d'être un maximum dans la rue pourtant, c'est bien cela qui compte le plus et qui fait le plus peur à ceux qui détiennent le pouvoir.

A chaque mobilisation ses rythmes

Une mobilisation des jeunes n'est pas un long fleuve tranquille de manifestations avec de plus en plus de lycéens ou étudiants. Elle est rythmée par des échéances et là encore, il n'y a pas de recette miracle. Parfois, il pourra être utile de bloquer ton lycée 2 fois dans la semaine puis de faire 3 manifestations parfois une manifestation sans aucun blocage suffira. Ce sont les lycéens ou les étudiants grévistes qui collectivement doivent se rendre compte de ce qui est le mieux pour que la grève s'amplifie mais une chose est sûre, pour qu'une grève soit massive et pour qu'elle tienne sur la durée, il ne faut jamais s'arrêter de convaincre de l'utilité de la mobilisation et des conséquences des réformes sur notre éducation.



FAUT-IL DÉTRUIRE L'ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE ?

« Par son œuvre, Jules Ferry a fait de l'école ce qu'elle est : un droit. »

François Hollande, 15 mai 2012, discours d'hommage à Jules Ferry

La refondation de l'École promise par Hollande après son élection se situe dans la lignée historique de Ferry. Un mauvais présage pour une mauvaise réforme.

L'École des capitalistes

Les lois sur l'éducation de Jules Ferry, en 1881 et 1882, n'ont jamais eu vocation à émanciper les classes populaires. Ferry lui-même ne l'a jamais prétendu. Pour ce conservateur acharné, les objectifs sont triples. D'abord, adapter la main d'œuvre aux nouveaux besoins de l'industrie : un ouvrier qui ne sait pas lire les consignes pour utiliser une machine est moins productif. Ensuite, après la défaite française face à l'Allemagne en 1870, il s'agit de forger une unité nationale, d'anéantir les cultures régionales et d'unifier les classes contre un ennemi commun. Enfin, la République de la bourgeoisie triomphante doit faire face à deux concurrents : l'Église d'une part, encore acquise à l'Ancien régime et le mouvement ouvrier d'autre part. Ferry l'explique dans un discours dès 1879 : « Dans les écoles confessionnelles, les jeunes reçoivent un enseignement dirigé tout entier contre les institutions modernes. (...) Il est à craindre que d'autres écoles se constituent, ouvertes aux fils d'ouvriers et de paysans, où l'on enseignera des principes (...) inspirés peut-être d'un idéal socialiste ou communiste emprunté à des temps plus récents, par exemple à cette époque violente et sinistre comprise entre le 18 mars et le 24 mai 1871 » [la Commune de Paris].

Ce n'est pas grâce à l'École Ferry que la classe ouvrière apprend à lire au

19^{ème} siècle. Dans les années 1870, plus de 70 % des ouvriers sont déjà alphabétisés. Ils s'instruisent dans le cadre du mouvement ouvrier lui-même. Ils acquièrent simultanément une conscience dangereuse pour la classe dominante.

L'Éducation a connu des changements majeurs depuis plus de 130 ans, notamment après Mai 68. Mais elle garde toujours son caractère autoritaire. C'est la première institution étatique à laquelle on fait face dans sa vie, la première cause de stress, de dépréciation de soi pour les jeunes... Dans la classe, le professeur ne peut être remis en question, il est le seul détenteur du savoir, il peut punir, sanctionner. L'École développe la concurrence par les notes et les classements, l'obéissance, la soumission... Autant de compétences que le patronat souhaite pour sa future main d'œuvre.

L'Éducation dispense le savoir de l'idéologie dominante : les bienfaits de la colonisation, le renvoi dos-à-dos du communisme et du nazisme, le mépris pour la culture populaire... Ceux et celles dont les parents ne maîtrisent pas la culture dominante sont toujours pénalisés de fait, les enfants d'ouvriers sont toujours minoritaires dans l'Enseignement supérieur...

Défendre les acquis

sociaux

Mais l'école, c'est aussi le premier lieu de socialisation, de rencontre, d'échanges, le premier lieu d'ouverture sur le monde et la société. L'acquisition du savoir est aussi un outil d'émancipation et de développement de l'esprit critique.

Les diplômes, comme le bac, sont des instruments de contrôle social, des

rites de passage dans l'âge adulte qui marginalisent ceux et celles qui ne l'ont pas, des moyens de pression des adultes sur les jeunes (« passe ton bac d'abord ! »). Mais ils sont aussi des moyens d'accès à des droits (l'Enseignement supérieur, des conventions collectives dans le monde du travail...). Ce sont ces derniers aspects que la classe dominante tente de détruire depuis des années.

Le bac en contrôle continu, c'est la casse du caractère égalitaire du diplôme, et donc la disparition des garanties qui en découlent. L'individualisation des parcours (bac à la carte, pseudo pluridisciplinarité à la fac...), ce n'est pas adapter l'éducation à chaque individu et aller vers plus d'épanouissement personnel. C'est au contraire mettre en concurrence tout le monde avec tout le monde : les établissements, les élèves, les étudiants, les enseignants...

De ce point de vue, il est nécessaire de défendre les acquis démocratiques existant. Cela ne signifie pas être acritique vis-à-vis de l'institution scolaire, des principes de notes, de diplômes et d'examen.

Notre école

Difficile aujourd'hui de dire à quoi ressemblerait l'éducation dans une société radicalement différente de la nôtre. Il existe pour autant quelques pistes de réflexion.

Nous luttons pour une société sans classe, sans exploitation ni oppression. Dans une telle société, il n'y aurait plus de coupure entre ceux qui décident et ceux qui exécutent, entre le travail manuel et le travail intellectuel. L'éducation ne saurait donc être organisée en filières spécialisées (générales, technologiques et professionnalisantes). Les apprentissages qu'on y ferait viseraient à donner à tous et à toutes les moyens de comprendre le monde pour le transformer, et non pour s'y soumettre. Chacun et chacune pourraient apprendre les sciences, les arts, la littérature, la philosophie aussi bien que les techniques et le travail manuel. Les disciplines seraient reliées entre elles dans ce but, périodes de travail, d'apprentissage et de loisirs ne seraient plus étanchement séparées.

Une école anticapitaliste ne reposerait pas sur les notes et les sanctions, mais sur l'apprentissage collectif, la liberté pour chacun et chacune de s'intéresser à différents sujets, la valorisation des qualités de chacun et chacune.

Des expériences d'éducation alternative existent : pédagogie Freinet, pédagogies anti-autoritaires (lycées autogérés, Summerhill school en Grande-Bretagne...), parfois liées à d'autres revendications sociales (Écoles Diwan en Bretagne). Dans le cadre d'une société capitaliste qui n'entend pas que l'on sorte des normes, ces exemples sont limités. Parfois, ils sont même contre-productifs

car il est difficile de s'adapter au « monde réel » en sortant de telles écoles. Mais elles constituent sans aucun doute des inspirations.

Bien loin sont les récupérations actuelles faites par ceux qui veulent détruire nos maigres acquis scolaires. L'autonomie, l'individualisation, la pluridisciplinarité ou la fin des examens couperets sont autant de revendications des mouvements pédagogiques populaires et anti-autoritaires. Mais mises en œuvre dans le cadre de l'offensive des capitalistes contre les acquis sociaux, ce sont bien des effets inverses qui sont produits.

Aujourd'hui, nous devons défendre le cadre national des diplômes, la fin de la déréglementation et l'augmentation des moyens. Mais nous pouvons également porter des revendications en positif : de meilleures conditions d'études par la baisse des effectifs par classe, la lutte contre le flicage, un contrôle démocratique des élèves et des étudiants sur le fonctionnement des établissements et sur l'organisation des apprentissages, voire sur les programmes.

C'est en nous battant aujourd'hui pour nos conditions d'études que nous ferons aussi l'expérience d'un autre fonctionnement. Quand un bahut est en grève, que la mobilisation est dirigée par les lycéens et les lycéennes, c'est aussi la démonstration que les jeunes peuvent prendre leurs affaires en main et non se contenter d'obéir encore et toujours aux adultes. C'est tracer les pistes d'une autre Éducation, dans une autre société.

JB (Comité jeunes 92 nord)

Pour aller plus loin :

P. Albertini, *L'école en France XIXe-XXe siècle de la maternelle à l'Université*, Hachette Supérieur, 1992

Christian Baudelot et Roger Establet, *L'école capitaliste en France*, Maspero, 1971

Christian Baudelot et Roger Establet, *L'élitisme républicain. L'école française à l'épreuve des comparaisons internationales, La République des idées / Seuil, 2009* (voir sur internet : <http://www.repid.com/L-elitisme-republicain.html>)

J. Billard, *De l'école à la République* : Guizot et Victor Cousin, PUF, 1998

Célestin Freinet, *Pour l'école du peuple*, 1969, Maspero

Nico Hirtt et G. de Selys, *Tableau noir, résister à la privatisation de l'enseignement*, éditions EPO, 1998

Nico Hirtt, *Les Nouveaux Maîtres de l'École, l'enseignement européen sous la coupe des marchés*, éditions EPO 2000

Nico Hirtt, *L'École prostituée. L'offensive des entreprises sur l'enseignement*, éditions Labor/Espaces de Liberté, 2001

Institut coopératif de l'École moderne, *Pédagogie Freinet. Perspectives d'éducation populaire*, Maspero, 1979

A.S. Neill, *Libres enfants de Summerhill, New York 1960, 1971* Maspero, 1985 Folio essais

Partisans, *Pédagogie : éducation ou mise en condition ?*, Maspero, 1976

G. Rouet, *L'invention de l'école*, PU Nancy, 1993



RÉGULARISATION DES SANS-PAPIERS : LES NOMS CHANGENT, LA POLITIQUE RESTE LA MÊME

Depuis 2010 aucun lycéen mineur sans papier n'avait été expulsé grâce aux mobilisations dans les établissements scolaires et dans la population. Cette rentrée est marquée par une remontée des expulsions des lycéens mineur alors même que le gouvernement actuelle avait promis de changer de politique une fois au pouvoir. Actuellement non seulement on expulse des sans papiers dans le plus grand silence mais même quand les sans papiers et leurs soutiens résistent, on leur envoie la police et on les met en garde à vue. C'est ce qui s'est passé avec les sans papiers de Lille qui ont organisé une grande grève de la faim et qui ont manifesté devant le siège du PS. La seule réponse apporté par Valls a été de leur envoyer la police et de dire qu'il n'y aurait aucune régularisation massive. C'est la même chose avec les lycéens sans papiers qui malgré les mobilisations

dans leur établissement scolaire ont été lâchement expulsés. C'est le cas de Wissem, lycéen au Mans, qui s'est vu mis dans un charter le 12 décembre dernier alors que tout le bahut s'était mobilisé à ses cotés.

On vit ici, on reste ici !

Nous ne pouvons obtenir que ce que nous arracherons au Ministre de l'Intérieur qui mène la même politique que son prédécesseur. La seule manière de gagner la régularisation de tous les sans papiers, c'est en se mobilisant dans tous les lycées, dans toutes les entreprises et dans tous les quartiers. Les seules régularisations que nous ayons obtenu l'ont été par la lutte comme nous l'avons fait au lycée Joliot Curie de Nanterre ou à Maupassant de Colombes.

Mino Deneuf



Madame Fioraso, Monsieur Peillon, arrêtons l'hypocrisie ! NON À LA CASSE DE L'ÉDUCATION !

Oopération communication à Censier pour le lancement de la campagne de recrutement des enseignants « Ambition : enseigner ». Les ministres de l'Enseignement supérieur et de l'Éducation nationale, Geneviève Fioraso et Vincent Peillon, y

ont été accueillis en grandes pompes le 10 décembre dernier. Cette matinée de gala a été perturbée par la présence de militants syndicaux étudiants et personnels venus protester contre la politique menée par le gouvernement PS en matière d'éducation. En effet, les

postes d'enseignants supplémentaires promis par François Hollande pendant sa campagne sont de la poudre aux yeux en comparaison avec les 80 000 postes supprimés entre 2007 et 2012 par le gouvernement Sarkozy. La casse du service public d'éducation

se poursuit entre la pénurie de profs dans le secondaire et le manque de moyens dans les universités. Les « réponses du gouvernement » (emplois avenir professeur, réforme Peillon, nouvelle loi-cadre pour l'enseignement supérieur) ne vont qu'aggraver la

situation. A l'heure où les lycées et les facs paient les conséquences de l'austérité, nous, lycéens et étudiants, n'avons pas besoin de grands effets d'annonces, mais de plus de moyens. Mobilisons-nous dès maintenant contre la casse de l'éducation !

L'INDE : EXPLOSION DE COLÈRE FACE AUX VIOLENCES FAITES AUX FEMMES !

La mort de l'étudiante de 23 ans victime d'un viol collectif a entraîné une explosion de colère dans la société indienne. Cette agression n'est pas un événement isolé, et c'est bien contre un système de violence permanente infligée aux femmes que les manifestants se soulèvent.

20 minutes. Et ce chiffre est encore éloigné de la réalité puisque la majorité des femmes victimes d'agressions ne portent pas plainte car la police est habituée à ne pas les prendre pas au sérieux voire à cautionner de tels actes. En effet, durant le viol, le bus est passé par de nombreux barrages policiers et ceux-ci ne se sont à aucun moment préoccupés du sort de la jeune femme.

Cette agression rend met en lumière un système où les violences faites aux femmes, le sexisme sont légitimées jusque dans les plus hautes sphères et institutions de la société.

Mais l'explosion qui a suivi tente de remettre en cause le système. Des femmes commencent aussi à s'organiser dans des cadres non

mixtes (réservés aux femmes). Ils ont pour but de permettre aux femmes de discuter des violences qu'elles subissent chaque jour mais aussi d'apprendre à se défendre face à de potentiels agressions. Face aux manifestations de masse, l'Etat indien est obligé de réagir mais pour mettre fin à ces violences quotidiennes, c'est la société entière qu'il faudra changer

car il n'y a pas qu'en Inde que les femmes sont victimes de violences physiques, sexuelles, verbales. Contre les violences faites aux femmes, notre solidarité doit être internationale !

En Inde, on signale un viol toutes les

UNIVERSITÉ DE NANTERRE : UNE DÉFINITION DE L'AUSTÉRITÉ ?

Fin décembre, comme dans toutes les universités, l'université de Nanterre réunissait son conseil d'administration pour voter son budget. Un budget largement insuffisant qui officialisait la fin du financement de certains sites de l'université, la baisse des budgets des bibliothèques et surtout une stagnation du budget de fonctionnement des UFR alors que certains connaissent une augmentation du nombre d'étudiants. Malgré la mobilisation des étudiants et des personnels, le budget est passé.

Les conséquences ne se sont pas fait attendre : plan de licenciement de certains chargés de TD qui entraînent la suppression de plusieurs TD en Droit et ce n'est qu'un début. La présidence envisage aussi d'interdire les redoublements.

LA PMA : POUR LE PS ÇA NE PASSERA PAS !

Le PS avait promis lors de la campagne électorale d'intégrer la PMA à son projet de loi. Une fois élu, Hollande a nuancé le propos en expliquant qu'il n'était pas pour l'intégrer directement mais qu'il n'était pas défavorable à un amendement. Le 9.01.2013, le PS n'a pas déposé l'amendement sur la PMA le repoussant à une future loi sur la

« famille » si celle-ci existe. Car cette faiblesse laisse libre cours aux discours des réactionnaires expliquant que la famille est obligatoirement composée d'un père et d'une mère. De reculs en reculs, le gouvernement laisse la part belle à la droite et à l'extrême droite. Il est important d'être le plus nombreux à exiger l'égalité des droits : mariage, adoption, filiation, PMA...

VIRGIN : 21,3 MILLIARDS DE REVENU MAIS ILS LICENCIENT QUAND MÊME

Un début d'année qui commence sous le signe de la crise. Virgin Mégastore qui fait parti du

Groupe Virgin a annoncé le dépôt de bilan le 9.01.13. Cela représente plus de mille salariés qui seront jetés à la rue alors que les patrons de Virgin eux continueront à fêter leurs profits après avoir fêté Noël et le nouvel an. Face à cette situation, les salariés de Virgin se sont mis en grève le 9 janvier, grève qui peut être le début d'une mobilisation nationale dans la durée.

PSA : 340 000 EUROS POUR UNE PUB, RIEN POUR LES SALARIÉS !

Alors que PSA annonce un plan de licenciement, que le ministre de l'économie, Moscovici, explique que « PSA devra aller plus loin » dans le plan de licenciement,

que les patrons expliquent aux salariés qu'ils n'ont pas d'argent pour payer des indemnités.

Pourtant, ils proposent 340 000 euros à un humoriste pour qu'il prête sa voix pour une Publicité. Heureusement celui-ci a refusé. Les patrons de PSA osent tout, il est temps de leur montrer qu'on ne fait pas d'humour sur la vie des jeunes et des travailleurs.

Hermann

DANS LA TÊTE DE GÉRARD DEPARDIEU

Dans l'avion en direction de la Russie :

Ca y est dans une heure on atterrie. Je vais enfin recevoir mon passeport russe. Mon pote Vladimir Poutine devrait venir personnellement me le donner. Dire qu'il y en a qui doivent attendre 10 ans pour en obtenir un, et moi je débarque et je suis accueillis à bras ouvert ! C'est quand même cool l'immigration choisie : tu naturalises les riches et tu mets les pauvres dans des charters. Mais faut qu'il face gaffe poutine à naturaliser des gens comme ça, faudrait pas que ça face un appel d'air. Y a déjà Brigitte Bardot qui veut venir, on va quand même

pas accueillir toute la misère du monde ! Et puis la Russie c'est quand même le pays des fourrures.

Ca m'a coûté à peine de dire que « la Russie est une grande démocratie ». C'est pas les russes qui vont me contredire... sinon ils finissent en prison. De toute façon je pouvais plus rester en France, on me prend trop d'argent, j'ai été obligé de vendre mon hôtel dans le 6e arrondissement de Paris, ça va me rapporter 50 millions, à peine de quoi vivre... Avec leur taxe à 75% il ne restera bientôt plus grand-chose de mon patrimoine de 120 millions de dollars. Je ne gagne que 3 millions par mois, et en France, ils trouvent ça trop. Ils sont fous ces gaulois ! C'est vrai que passer de fils de prolo à

l'acteur le mieux payé de France, ils trouvent ça un peu gros. Mais ils exagèrent c'est juste un peu enveloppé.

Et puis soutenir Poutine c'est pas si dur, j'ai déjà fait beaucoup mieux ! Bon c'est vrai que Georges Frêche et ses propos racistes c'était facile, mais soutenir Debré et ses lois pour la délation des sans papiers c'était un autre morceau. Le top du top c'est quand j'ai chanté « gloire à Kadyrov », le président Tchétchène qui assassine ses opposants politiques. J'ai pas mal bourlingué dans ma jeunesse, j'ai commencé chez Mitterand en 89, mais il était pas assez à gauche alors j'ai aidé le PCF. Je suis même allé à la fête de l'huma ! Y a plein à bouffer la-bas, il manque que des sangliers. Et puis après j'ai compris que tout

ça c'était sympa mais que pour garder mon fric, Sarkozy c'était quand même mieux. Dommage qu'il n'est pas été réélu en 2012. Je change souvent en politique, mais le fric chez moi, c'est un peu une idée fixe.

Mais bon le PS, je les aime pas, mais ils sont presque aussi bons comédiens que moi, ils prennent les gens pour des chèvres. Ils croient qu'en braquant les projecteurs sur moi, ils vont faire oublier les licenciements à PSA, à Virgin ou la grève de la faim des sans-papiers à Lille. 70 jours sans manger pour des papiers, faut le faire. Moi j'ai eu qu'à offrir un dvd de mon film sur Raspoutine pour avoir mes papiers russes. Si j'avais du faire comme eux, je pouvais plus tourner Astérix 5 !

On m'a proposé d'être ministre de la culture de Mordovie, je savais pas qu'ils avaient une culture la-bas. Je crois que c'est le coin où il y a tous ces camps de prisonniers qui datent de Staline. C'était des goulags avant. Y en a même un qui héberge une des Pussy Riot, le groupe punk qui avait envahi une église pour chanter contre Poutine. Elle est là pour deux ans il me semble, tant mieux j'aime bien les punks, ça date de ma jeunesse où j'étais anar. Ma première mesure en tant que ministre ce sera d'organiser un concert dans sa prison. Comme ça elle pourra affirmer comme moi qu'« il fait bon vivre en Russie », surtout dans ses prisons.

Interview d'Audrey Vernon, humoriste

Audrey Vernon est une humoriste marxiste, féministe... Bref, pas comme les autres ! Elle joue en tournée son spectacle « Comment épouser un milliardaire », une critique des capitalistes et leur système. Elle a aussi créé « Marx et Jenny », sur la vie de Marx. Voici un extrait de l'interview qu'elle nous a accordé, retrouvez l'intégralité sur notre site <http://npa.jeunes.free.fr>

Comme d'autres humoristes, vous êtes passée par la « filière Canal + ». Ce sont des rôles plutôt consensuels qui les ont révélés, à l'inverse de votre parcours...

J'ai été très influencée par les professeurs de théâtre au cours Florent qui disaient qu'on ne monte pas sur scène pour ne rien dire, qu'avoir la parole publique est une responsabilité.

La mort de Zyed et Bouna en 2005 et les émeutes qui ont suivi m'ont beaucoup marqué. On a vu que le fait que toute une population n'ait pas accès aux médias et ne puisse pas rétablir la vérité sur un événement aussi grave que la mort de deux enfants dans un transformateur, a suscité les émeutes de banlieue.

Quand j'ai vu ça, je me suis dit que la parole publique c'était trop précieux. J'ai la chance d'avoir accès aux médias parce que je viens d'un milieu favorisé, j'ai appris, je fais du théâtre, tout ça... Donc je ne peux pas juste monter sur scène en ne disant rien et en ne faisant pas quelque chose. C'est quelque chose qui m'a vraiment interrogé.

Après, j'ai mis du temps pour trouver quelle forme, qu'est-ce que je voulais dire. Ca s'est plutôt basé sur l'injustice de l'inégalité, l'injustice d'être né riche ou né pauvre. Il a fallu que je trouve une forme « média-compatible ». C'est pour ça que j'ai créé ce personnage de mariée [dans « Comment épouser un milliardaire? »], un peu nunuche, naïve, l'air de rien : pour avoir accès à la parole publique, et parce que le public n'est pas prêt à entendre une parole trop frontale.

Est-ce que vous avez l'impression que le public qui vient à vos spectacles correspond aux personnes que vous voulez toucher ?

J'ai choisi le one man show, même si mon spectacle ressemble plus à un monologue théâtral, parce que j'avais envie de jouer dans des salles populaires. Le public de one man show est un public populaire, qui vient beaucoup au théâtre.

Je ne voulais pas toucher les gens déjà convaincus, qui allaient déjà au théâtre et l'élite un peu cultivée. J'ai beaucoup de chance avec ce spectacle, parce que j'ai pu aller le jouer dans des usines plusieurs fois. J'ai touché un public qui assez souvent n'était jamais allé dans un théâtre et ça c'est magique.

Justement, vous avez joué dans plusieurs usines, notamment à Gandrange (Arcelor-Mittal) et chez les Fralib. Comment se fait le choix d'aller jouer dans ces usines-là

sachant qu'il y a des grèves et que ça donne tout de suite une étiquette militante ?

Ca s'est passé de façon assez empirique. La première fois c'est un ami qui travaille à EDF, qui avait vu mon spectacle et qui m'a dit : « Tu devrais aller le jouer à Rosselange ». Donc, je l'ai joué à Rosselange la première fois, j'ai découvert Mittal, Gandrange et tout ça.

Après, j'ai contacté moi-même l'usine de Fralib. Il y a une vraie amitié qui s'est créée entre moi et Olivier Leberquier (Ndlr: délégué GGT de l'usine Fralib) et Gérard Cazorla (Ndlr: secrétaire CGT - comité d'entreprise Fralib) et puis tous les autres, parce que d'abord j'ai suivi le mouvement et j'ai essayé de le relayer un peu. Je suis allé jouer pour eux une fois, ils m'ont accueilli d'une façon juste sublime, ils m'ont fait visiter l'usine, c'était une expérience très forte. La deuxième fois, j'ai joué dans l'usine occupée, c'était une autre situation, les machines ne fonctionnaient plus. C'était un jour de mobilisation et j'étais dans la région par hasard, je me suis greffée sur cette journée de lutte et c'est l'une de mes plus belles expériences sur scène.

La dernière fois que je suis allé à Gandrange, je suis retourné là où j'avais joué la première fois et j'ai eu la chance de rencontrer les sidérurgistes qui m'ont emmené à Florange, là où François Hollande n'a même pas pu rentrer. Ils m'ont fait rentrer et visiter, c'est vrai que ce sont des expériences très fortes



Janvier-Février 2013
www.npa2009.org
<http://npa.jeunes.free.fr>
contact-jeunes@npa2009.org

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

L'étincelle anticapitaliste
Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution
Revue publiée par le secteur jeunes du Nouveau Parti Anticapitaliste
Directeur de publication : Jean Baptiste Tondou
Impression : Rotographie - Montreuil.
Numéro ISSN : en cours.
Numéro de commission paritaire : en cours.
Tirage : 1000 exemplaires.

ABONNEZ-VOUS !
à Tout est à nous !



Abonnez-vous ! Prenez contact !

Nom Adresse Ville
Prénom Téléphone
Statut : Code postal e-mail

Envoyez à NPA Jeunes, 2, rue RICHARD LENOIR, 93 100 MONTREUIL
CONTACT-JEUNES@NPA2009.ORG // Rédaction : ETINCELLE.ANTICAPITALISTE@GMAIL.COM
NPA.JEUNES.FREE.FR // 01 48 70 42 30

- Je VEUX m'abonner au JOURNAL (à PARTIR DU NUMÉRO...) POUR 10 € POUR 10 NUMÉROS (CHÈQUE à L'ORDRE de APEIJ)
- Je DÉSIRES PRENDRE CONTACT avec Les Jeunes du NPA